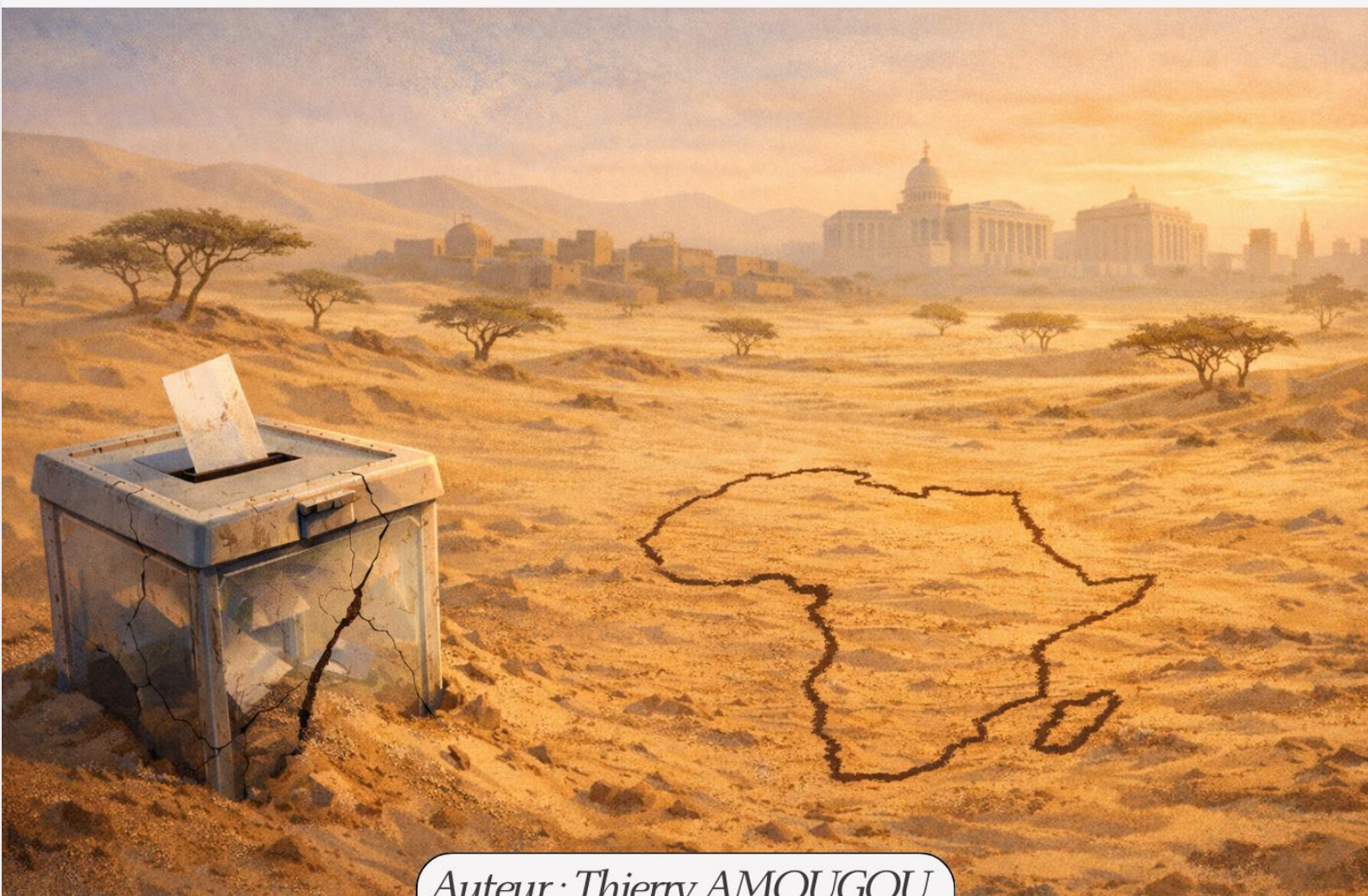


De la gouvernance démocratique dans un Sahel en situation de crise fractale

OBSERVATOIRE DU SAHEL



Auteur : Thierry AMOUGOU

Professeur d'économie du développement à l'UCLouvain, ancien directeur du CriDis (Centre de recherches interdisciplinaires, Démocratie, Institutions, Subjectivités), institut IACCHOS, et membre du centre d'étude du développement (DVLP) de ce même institut, spécialiste d'économie politique et d'économie du développement dans une perspective hétérodoxe, il s'intéresse aux transitions justes, aux pratiques d'économie populaire en Afrique, ainsi qu'aux fondements anthropologiques du développement et des rapports Nord-Sud.

COORDINATEURS SCIENTIFIQUES :
DR. LADJI KARAMOKO OUATTARA,
DR. SAÏD ABASS AHAMED.



RÉSUMÉ

Le processus démocratique est un échec au Sahel. Cette note dresse l'état des lieux et analyse les causes explicatives. Afin de réaliser une gouvernance démocratique au Sahel, la note propose de partir du thème de la démocratie libérale au Sahel à celle d'un Sahel démocratique. En conséquence, partir du bas plutôt que du haut des sociétés sahéliennes, du Sahel plutôt que de l'Occident et des territoires réels plutôt que des types d'idéaux démocratiques, semble pertinent dans un Sahel en situation de crise fractale.

IDÉES MAJEURES

- Une distinction entre gouvernance démocratique et bonne gouvernance.
- Le Sahel en situation de *crise fractale*, c'est-à-dire un écheveau de crises interdépendantes où non seulement chacune d'elle contient toutes les autres, mais aussi ne peut s'analyser, se comprendre ou se résoudre avec pertinence sans la mettre en interactions avec les autres crises dont elle est en intrications multiples et étroites.
- La démocratisation au Sahel est un échec expliqué par plusieurs facteurs (climatique, politique, sécuritaire...).
- Une démocratie incarnée, c'est-à-dire adaptée au contexte et à ses réalités est plus à même de sortir la Sahel de sa crise fractale

MOTS-CLEFS

Sahel, démocratie, crise fractale, démocratie fractale, autonomie.

Thinking Africa

1. Prolégomènes

La gouvernance peut se concevoir comme la façon dont une organisation ou une société est dirigée, non seulement pour atteindre ses objectifs, mais également pour prendre des décisions de réformes et de politiques pour atteindre ceux-ci. La gouvernance pose donc la problématique des moyens utilisés, des buts à atteindre et d'un horizon organisationnel, temporel ou sociétal prédéfini. Elle est dite démocratique lorsque les politiques et les instruments mobilisés pour actualiser un pari sur l'avenir sont adoptés via la méthode démocratique, c'est-à-dire à travers le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. La gouvernance démocratique est donc à distinguer de « la bonne gouvernance » qui, plus normative et impérative, correspond à un ensemble de prescriptions néolibérales des institutions financières internationales¹.

En conséquence, une gouvernance démocratique exige un minimum de préalables : une population souveraine, véto et évaluatrice de l'action des gouvernants² ; un Etat souverain ; une nation stable, un cadre juridique fiable, une paix sociale etc. Aucun de ces paramètres n'est un acquis dans le Sahel traversé par ce qu'on peut appeler une *crise fractale* composée de dix (10) crises enchevêtrées les unes les autres.

En nous inspirant de la physique quantique, nous proposons de désigner par *crise fractale*, un écheveau de crises interdépendantes où non seulement chacune d'elle contient toutes les autres, mais aussi ne peut s'analyser, se comprendre ou se résoudre avec pertinence sans la mettre en interactions avec les autres crises dont elle est en intrications multiples et étroites. Résoudre une *crise fractale* exige donc un regard tant interdisciplinaire que systémique afin que le global et le local, le tout et les parties, le système et les institutions qui le composent n'entrent pas dans une dynamique contradictoire qui compliquerait la sortie de crise. Le Sahel connaît une *crise fractale* à la fois climatique (hausse des températures au cours des dernières décennies³), environnementale (zones désertiques, sécheresses, inondations), économique (difficultés de l'économie-agro-pastorale)⁴, politique (série de coups d'Etat), sécuritaire (mouvements djihadistes), diplomatique (rupture de liens diplomatiques avec de nombreux Etats africains et occidentaux), sociale (conflits communautaires, déplacement des populations), de l'intégration régionale (sortie de la CDEAO), démocratique (reflux démocratique) et humanitaire (situations d'urgence).

¹ Thierry Amougou, 2020, *Qu'est-ce que la raison développementaliste ?* Bruxelles, Academia/Harmattan.

² Pierre Rosanvallon, 2006, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.

³ Voir *La crise climatique au Sahel* (humdata.org) consulté le 12/06/2024.

⁴ Jean-Pierre Olivier de Sardan, 2023, *L'enchevêtrement des crises du Sahel*, Paris, Karthala.

De façon autoreverse, la crise climatique renforce la crise environnementale qui approfondit la crise de l'économie-agropastorale qui durcit la crise sociale qui alourdit la crise sécuritaire qui impacte la crise politique qui approfondit la crise diplomatique qui agit sur la crise de l'intégration régionale qui épaissit la crise humanitaire.

Dès lors, réfléchir à l'instauration d'une gouvernance démocratique dans une région en situation de *crise fractale* peut, grosso modo, se faire de deux façons.

La première façon revient à vouloir y installer une démocratie libérale en s'inspirant de la gouvernance des pays dits démocratiques. C'est une option très difficile, voire impossible, étant donné l'absence, comme déjà signalé, des préalables au fonctionnement d'une démocratie libérale dont premièrement des Etats stables. Une telle stratégie reviendrait à déposer les régimes actuels ou à accélérer les transitions politiques pour redonner le pouvoir suprême au peuple. Comment mettre fin aux régimes actuellement en place au Sahel sans violence dans les sociétés ? Comment accélérer des transitions politiques dont le *timing* est déterminé de façon discrétionnaire par les régimes militaires en place ?

La deuxième façon peut consister à penser les possibilités d'une forme de démocratie à partir du réel, c'est-à-dire à partir des conditions de la situation de *crise fractale* que connaît le Sahel.

Les lignes qui suivent vont de ce fait s'organiser comme suit : une deuxième partie s'appesantira sur un bref rappel du parcours démocratique du Sahel depuis les années 1990 ; une troisième partie insistera sur les coordonnées concrètes du Sahel contemporain pour imaginer les bases d'une démocratie incarnée ; une quatrième partie servira de conclusion propositionnelle.

Thinking Africa

2.Sahel, une démocratie formelle en butte à l'absence de linéarité des processus réels

Engagé, suite aux ajustements structurels (1980), à l'impulsion du vent de libéralisation politique initié par la chute du Mur de Berlin (1989) et aux injonctions du discours de la Baule de François Mitterrand (1990), le processus démocratique africain a connu des fortunes diverses. Le bilan de ce processus est globalement négatif dans le Sahel en proie à la non linéarité des processus réels, c'est-à-dire contrarié par des dynamiques concrètes ancrées sur des territoires dont l'évolution ne se fait pas en ligne droite. Nous concevons les processus réels comme des pratiques sociales, politiques et économiques installées non seulement de longue date dans une société, mais aussi de façon structurelle avant les réformes formelles de démocratisation en particulier et de libéralisation politique en général⁵.

L'influence des principes démocratiques sur les mœurs des sociétés sahéniennes existe mais n'a pas été capable de renverser l'inertie des processus réels⁶.

Le Sahel est vaste. Limitons-nous aux cinq pays de l'ex-G5 Sahel. Un bref regard évaluatif au cas par cas permet d'en relever la température du processus démocratique.

Au Tchad, l'accès au pouvoir exécutif par coups d'Etat inauguré depuis le premier président du Tchad indépendant François Tombalbaye (1960-1975) n'a pas connu une rupture pertinente de 1969 à 2024.

Les périodes de relative stabilité politique sous l'égide des présidences de Goukouni Oueddei (1979-1982), d'Hissène Habré (1982-1990), d'Idriss Déby (1991-2021) et de Mahamat Idriss Déby (depuis 2021) ne sont que des ordres politiques installés par la force des armes entre deux coups d'Etat. Il en est ainsi parce que le Tchad est une société où les répressions sanglantes, la guerre, les rebellions, le passage des rebelles d'un groupe séditieux à un autre, d'une rébellion à l'armée, de l'armée à une rébellion, d'une rébellion à l'Etat et l'accès au pouvoir par la violence sont devenus une routine politique voire un métier. Dans son ouvrage « Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerre »⁷, la politologue Marielle Debos pense que le métier des armes au Tchad,

⁵ Thierry Amougou, 2018, « Démocratie libérale postcommunisme, marché et développement à l'épreuve des processus réels et de leurs représentations en Afrique subsaharienne », *L'esprit du capitalisme ultime. Démocratie, marché et développement en mode kit (Occident/Afrique)*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, pp.105-123.

⁶ Elie Barnavi, 2009, *TOCQUEVILLE. De l'influence de la démocratie sur les mœurs des Américains*, Paris, André Versailles éditeur.

⁷ Marielle Debos, 2013, *Le Métiers des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala.

« loin de s'opposer à la formation de l'État, est indissociable de la trajectoire historique de celui-ci et d'un mode de gouvernement violent. L'enjeu n'est plus seulement de savoir comment mettre fin à la guerre, mais aussi comment sortir de l'entre-guerres entretenu par la violence d'État ».

La mort tragique d'Idriss Déby en 2021 et l'arrivée au pouvoir de son fils ne dérogent pas à cette structure historique du pouvoir acquis par la violence dans une société tchadienne pas loin d'être une nation guerrière au sens schumpetérien⁸ du terme. C'est-à-dire une nation où la guerre devient tant une articulation routinière du champ politique qu'une modalité de construction de l'Etat et de distribution du pouvoir dans la société.

En république islamique de Mauritanie, la transition démocratique concentre un ensemble de faits stylisés répertoriés dans le processus démocratique de nombreuses potscolonies africaines. Il s'agit, entre autres, des fraudes massives que certains auteurs qualifient de « fraudes industrielles »⁹, de scrutins chaotiques, du boycott des élections par l'opposition, de la problématique du troisième mandat (cas de Ould Abdelaziz), des crises politico-tribales (cas des minorités afro-mauritaniennes expulsées au Sénégal et au Mali en 1989), du coup d'Etat qui reste une modalité de prise du pouvoir, des rapports mafieux entre hommes d'affaires et parti au pouvoir, de l'absence d'indépendance des commissions électorales, de la conservation du pouvoir par d'anciens partis uniques grâce à leur avantage comparatif dans le maillage des institutions étatiques et de la reconstitution d'une majorité politique monopolistique autour de l'ancien parti unique. Un autre processus réel de fond que partage la Mauritanie avec le Nord du Cameroun (partie du Sahel au sens large) et de nombreux autres pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina, Tchad...) est la persistance d'un esclavage domestique. Des Mauritaniens de « race noire » le subissent malgré l'existence de lois formelles qui l'interdisent. C'est un système esclavagiste entré dans les mœurs. Les réformes démocratiques des années 1990 n'ont apporté aucune amélioration pertinente à cet esclavagisme même si le champ politique offre des ouvertures de revendication à une certaine société civile qui pensent que le jeu démocratique vaut la peine d'être joué¹⁰. Il en découle que le Parti Républicain Démocratique et Social (PRDS) a continué à dominer outrageusement la vie politique mauritanienne depuis 1992, année de la première élection multipartite. Son leader Maâouya Ould Taya a été réélu en 1997 après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire en décembre 1984.

8 Joseph Schumpeter, 1972, *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Minuit.

9 Alain Antil, 2019, « Les évolutions paradoxales de la démocratie Mauritanienne », *Politique Etrangère*, pp.49-59.

10 Zekeria Ould Hamed Salim, 1999, « La démocratisation en Mauritanie. Une *illusio* postcoloniale ? », *Politique africaine*, pp.131-146.

Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi est devenu président le 19 avril 2007 et a été renversé par un coup d'Etat militaire perpétré par *Ould Abdelaziz* déjà chef d'orchestre du coup d'Etat d'août 2005 qui déposa Ould Taya. Depuis 2019, c'est le général Mohamed Ould Ghazouani qui préside aux destinées de la Mauritanie. Ici, comme au Tchad, l'armée domine l'exercice du pouvoir exécutif via un mécanisme politique en trois phases : le coup d'Etat, la légalisation du coup d'Etat par l'organisation d'une élection ; le parrainage d'un des hommes forts du dernier coup d'Etat lorsqu'arrive le dernier mandat au pouvoir.

Le Burkina Faso n'échappe pas à cette caractéristique. Ce pays n'a connu que deux régimes civils à la tête de l'Etat. Le premier sous l'égide de Maurice Yaméogo (1921-1993) lorsque le pays s'appelait encore la Haute Volta, et le régime de Roch Marc Christian Kaboré faisant suite au « déguerpissement » de Blaise Compaoré par la rue après 23 ans de pouvoir.

Il en est ainsi parce que le coup d'Etat a été la principale modalité tant de prise de pouvoir que de changement de régime au Burkina Faso depuis l'indépendance du pays. Des innovations dans le coup d'Etat apparaissent même dans ce pays en ce sens que le président actuellement en place depuis le 30 septembre 2022 est le résultat d'un coup d'Etat (le sien) dans le coup d'Etat (celui de son collègue Paul-Henri Sandaogo Damiba qui a tenu 8 mois et 6 jours au pouvoir). Même si le peuple Burkinabè a fait montre de sa capacité de mobilisation en évinçant Blaise Compaoré du pouvoir le 1^{er} décembre 2014, la figure devenue mythologique du capitaine Thomas Sankara semble inspirer les hommes en tenue au point d'installer ce pays, non seulement dans la gouvernance par coup d'Etat permanent, mais aussi dans un imaginaire révolutionnaire chronique où chaque officier ou sous-officier burkinabè rêve moins de démocratie que d'être le prochain Sankara. Ce dernier est de ce fait désormais un mythe fondateur de l'idéologie révolutionnaire du champ politique burkinabè.

Au Niger, les coups d'Etat qui ont commencé en 1970 après le régime d'Amani Diori (1960-1974) et sont encore la règle et la démocratie l'exception pour accéder à la magistrature suprême. Alors que le président élu en 2020 Mohamed Bazoum semblait, comparativement au Mali et au Burkina Faso, mieux tirer son épingle du jeu face à l'insurrection djihadiste¹¹, il a été victime d'un coup d'Etat le 26 juillet 2023. C'est donc désormais Abdourahamane Tiani (Président du Conseil National pour la sauvegarde de la patrie) qui est le nouveau président de la république. Celui-ci a résisté à la pression de la CEDEAO qui a voulu restaurer Mohamed Bazoum en menaçant le Niger d'une intervention militaire.

11 Jean-Pierre Olivier de Sardan, 2023, « Crise de la démocratie, crise sahélienne et coup d'Etat au Niger ; le grand gâchis », in : *L'enchevêtrement des crises au Sahel* (2023), op.cit. pp.185-189.

La crise qui s'en est suivie entre, d'un côté, la CEDEAO et, de l'autre, le Niger, le Burkina Faso et le Mali, a donné naissance à l'AES (Alliance des Etats du Sahel). L'acte constitutif a été signé le 6 juillet 2024 à Niamey entre le général Tiani du Niger, le colonel Goïta du Mali et le capitaine Traoré du Burkina Faso.

Même si la figure du militaire au pouvoir et celle du coup d'Etat comme modalité d'accession au pouvoir suprême y dominant aussi, il faut noter que de tous les pays du Sahel, le Mali est, de loin, celui qui a le plus flirté avec une transition démocratique réussie¹². Ce pays a en effet été un exemple de transition démocratique jusqu'à la fin d'année 2011 avant la rébellion touareg (la cinquième de l'histoire depuis 1963). La chute de Moussa Traoré (successeur à la tête de l'Etat de l'historique Modibo Keita) en mars 1991 suite à un soulèvement populaire, a marqué, contrairement à d'autres pays africains où on assistait à des aménagements et à des recompositions des pouvoirs autocratiques, la rupture de l'ordre politique malien d'avec le temps de la dictature. Alpha Oumar Konaré élu président du Mali en 1992 va, après la transition assurée par Amadou Toumani Touré (ATT), renforcer cet élan de démocratisation avec la promotion de la liberté de la presse à travers la Constitution de 1992 qui balisa une voie royale à la transition démocratique malienne. Mais, le coup d'Etat revint à la mode en mars 2012 alors qu'on pensait s'acheminer vers une consolidation démocratique¹³ au Mali, lorsque ATT reprit le pouvoir en 2002. L'élection d'Ibrahim Boubakar Keita a ensuite entretenue l'illusion de 2013 à 2020 jusqu'à ce que le coup d'Etat reprenne ses droits et installe Assimi Goïta au pouvoir de 2020 à nos jours dans un environnement de sécessions mâtiné de révoltes djihadistes. Ainsi s'est évanoui le principal espoir d'une démocratisation réussie dans la région.

12 Gilles Holder, 2013, « Mon pays S.A : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique », sciences Po, Centre de recherches internationales, CNRS.

13 On parle de consolidation démocratique lorsque lorsqu'un pays réussit à organiser deux élections présidentielles sans crise pré ou postélectorales.

3. Quelle approche de la démocratie pour une gouvernance démocratique au Sahel ?

Le bilan bref et rapide qui précède sur la gouvernance démocratique au Sahel (réduit ici à l'exG5 Sahel) est négatif même s'il ne peut être comparé à un électroencéphalogramme plat. En effet le processus démocratique a entraîné une modification superficielle des mœurs incapable de modifier l'inertie des processus de nature structurelle. Il est donc important de lister les raisons de ces échecs et d'imaginer une autre forme de gouvernance démocratique au Sahel.

3.1. Les raisons de l'échec de la démocratie libérale au Sahel

- L'échec de la démocratie libérale au Sahel s'explique par les facteurs ci-après : les tendances lourdes de nature historique comme la dominance des militaires dans le champ politique et la récurrence du coup d'Etat comme modalité de prise du pouvoir n'ont pas été infléchies durablement par les réformes politiques de libéralisation. Les anciens partis uniques ont contrôlé l'ouverture du champ politique au pluralisme et ont reconstitué leur hégémonie au sein de celui-ci à telle enseigne que les mêmes partis et les mêmes leaders sont restés les dominants du jeu politique.
- En reliant, via la propagande néolibérale, la démocratie au développement alors qu'aucune étude scientifique ne conclut de façon univoque sur un tel lien, les programmes d'ajustement structurels ont construit une grande attente du côté des populations africaines en général et de celles du Sahel en particulier. Cet espoir a été gravement déçu car la pauvreté et les inégalités n'ont pas fléchi dans les pays du Sahel même sous des régimes dits démocratiquement élus. D'où une perte de confiance dans la gouvernance démocratique dans un continent où des régimes autoritaires comme celui du Rwanda améliorent la vie des populations.
- Le libéralisme autoritaire, à savoir les réformes impératives des instances financières internationales, a pensé, non seulement une démocratie en surplomb par rapport aux sociétés du Sahel, mais au-delà une démocratie qui fait fi du contexte sahélien. Il en a résulté la proposition d'une *démocratie en kit*, comme un produit fini et achevé que les sociétés du Sahel n'avaient plus qu'à consommer sans tenir compte de leur histoire et de leurs problèmes réels comme l'existence de populations nomades, les conflits entre descendants de captifs et descendants de chefs, hiérarchies entre islamisés et non-islamisés, interactions entre paysans-nomades et pasteurs-éleveurs.
- Dans « *L'esprit du capitalisme ultime* », un de nos ouvrages publié en 2018, nous comparions les démocraties africaines à un meuble IKEA.

C'est-à-dire à un produit fini qu'on achète sans connaître son concepteur, l'origine du bois, les conditions de travail de ceux qui le fabriquent et encore moins son processus de production et les chaînes de valeurs qui le structurent.

Tout ce qui importe à l'acheteur d'un tel mobilier est d'avoir avec lui le plan de montage afin qu'il l'installe chez lui et jouisse de ses bienfaits. La démocratie africaine est semblable à ce meuble en ce sens que présenté par l'Occident comme un produit politique fini de consommation, les Etats africains la reçoivent comme *un kit à monter* dont les principales pièces sont le multipartisme, des élections, des observateurs, une assemblée multipartite, une commission électorale, une constitution démocratique et une société civile. Cette démocratie africaine est donc moins le résultat d'une histoire des luttes politiques et sociales intra-africaines et entre l'Afrique et l'Occident qu'un produit fini de l'histoire des autres que l'Afrique doit juste consommer. *C'est la démocratie en kit*. Une démocratie qui méprise le réel des autres, ne prend pas en compte leur histoire et s'impose à eux comme volonté de l'Occident et des instances internationales à un moment donné de l'évolution du système-monde dont il a le contrôle et oriente la forme. »¹⁴

3.2. Pour une démocratie fractale, réelle et incarnée : de la démocratie au Sahel au Sahel démocratique ?

L'échec sus-évoqué de la démocratie libérale au Sahel exige de penser autrement une démocratie capable d'y soutenir une gouvernance démocratique. N'est-il pas nécessaire, dans ce cas, de laisser tomber le thème de la démocratie au Sahel pour penser un possible Sahel démocratique ? Aller dans ce sens exige de rappeler que les sociétés et les populations du Sahel ne sont pas rétives à la liberté. En témoignent les luttes d'émancipation menées tant entre d'anciens empires islamiques constitués du Sahel occidental qu'entre des populations islamisées et des populations non-islamisées au sein de ces empires jusqu'à la période coloniale¹⁵. Certains de ces conflits n'ont pas disparu aujourd'hui dans de nombreuses sociétés du Sahel où des généalogies de captifs affrontent encore des généalogies de chefs ou d'hommes dits libres.

Dès lors, penser une gouvernance démocratique réelle et incarnée (qui réponde aux problèmes concrets des populations tout en tenant compte des contraintes historiques et contemporaines de leurs contextes de vie) semble avoir plus de chance de réussite en s'inspirant des luttes des peuples du Sahel et de leurs conflits sur la question de la liberté. Cela ne peut se faire que via des méthodes de gouvernance des conflits qui tiennent compte du contexte, des cultures locales et des luttes historiques pour la liberté des populations concernées. Plusieurs auteurs soutiennent une telle méthode pour l'Afrique.

¹⁴ Thierry Amougou, 2023, « Coup d'Etatisme et étatisme du coup en Afrique : entrée ou sortie de la démocratie ? » *L'Afrique des Idées*.

¹⁵ Frédéric Cooper, 2015, *L'Afrique dans le monde. Capitalisme, empire, Etat-nation*, Paris, Petite bibliothèque Payot.

L'économiste et philosophe Amartya Sen pense que les échecs de démocratisation observés ici et là en Afrique et ailleurs, proviennent du fait que les Occidentaux pensent que la liberté est une invention exclusive de l'Occident en oubliant la démocratie des autres¹⁶.

Jean-François Bayart, spécialiste reconnu de l'Afrique, souligne l'importance d'une démocratie incarnée en ces termes :

« Le rapport positif ou négatif de la démocratie à la tradition est d'ordre historique. Il est indissociable des moments particuliers : à tout seigneur tout honneur, le moment colonial, mais aussi, celui du mouvement nationaliste et ceux des différentes périodes de l'époque postcoloniale, sans au demeurant que les uns et les autres puissent s'abstraire de la longue durée des sociétés africaines. Le rapport à la démocratie est également inséparable des inégalités sociales : les aînés et les cadets, les hommes et les femmes, les anciens esclaves ou hommes libres n'adhèrent pas à la même tradition, et en tout cas n'en ont pas la même acception, car ils n'ont pas les mêmes intérêts, les mêmes positions symboliques et matérielles, les mêmes ressources, les mêmes pouvoirs. L'on peut en dire autant, au sein d'une société, des différentes confessions ou religions qui l'habitent. Un pentecôtiste, un catholique, un musulman d'obédience wahhabite ou confrérique ne partageront pas une vision ou une appréciation normative unique de la coutume. »¹

En conséquence, bâtir une gouvernance démocratique réelle et incarnée au Sahel est impossible sans chercher des réponses aux questions suivantes :

- . Comment mobiliser et capitaliser les mécanismes, les problématiques et les instruments historiques de lutte contre l'esclavage dans les sociétés sahéniennes ?
- . Quels sont les différents islams en cohabitation au Sahel ?
- . Comment conçoivent-ils la liberté et quelles sont leurs divergences dans la conception de la liberté ?
- . Comment la liberté se conjugue dans la vie quotidienne dans l'espace-temps sahélien ?

Cette préoccupation est fondamentale dans une région où il est non seulement difficile de faire accepter à certaines populations nomades ce qu'est un Etat-nation avec des frontières souveraines, mais aussi où, historiquement et suivant les saisons, les éleveurs-pasteurs du nord du Sahel se déplaçaient en toute liberté

¹⁶ Amartya Sen, 2005, *La démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Paris, petite bibliothèque Payot.

vers le sud du Sahel en saison sèche quand les paysans-sédentaires du sud se déplaçaient vers le nord en saison pluvieuse¹⁷.

Cette mobilité spatio-temporelle, quoiqu'historique et largement restreinte de nos jours, rend dynamique la notion de territoire, de population et d'assignation d'un groupe ethnique à une seule citoyenneté et à style de vie standardisé. Sachant que l'expérience démocratique a, dans le cas occidental, l'Etat comme espace de prédilection, un Sahel démocratique ne peut faire l'économie du nomadisme comme habitus historique qui exige une conception de l'Etat qui intègre des populations et des territoires mobiles en mode « accordéon ».

La problématique *territoire-population-démocratie* est d'autant plus cruciale qu'une démocratie libérale s'opérationnalise sur un seul et unique peuple et non sur plusieurs à la fois. La problématique des nomadismes transnationaux au Sahel rend difficile l'exigence un seul peuple, un seul territoire et une seule nation¹⁸. Qui plus est, la naissance de la notion *peuples du Sahel* et/ou *peuples de l'AES* (Alliance des Etats du Sahel) dans les discours des présidents du Mali, du Burkina Faso et du Niger le 6 juillet 2024, impose une réflexion sur ce que peut être un confédéralisme démocratique étant donné que l'AES se définit aujourd'hui comme une confédération qui inaugure un nouveau territoire qui déborde les territoires nationaux avec une libre circulation des armées dans la lutte contre le terrorisme puis des personnes et des biens sur le plan économique¹⁹.

Lorsqu'on tient compte des autres Etats du Sahel hors AES, il apparaît une complexification de la géoéconomie, de la géo-culture et de la géopolitique sahéliennes que doit prendre en compte une gouvernance démocratique qui ne peut se mettre en place en dehors des effets des nouveaux rapports de forces qui en découlent.

En outre, une gouvernance démocratique dans un Sahel en situation de crise fractale exige ce que nous appelons *une démocratie fractale*. C'est-à-dire une recherche incessante d'autonomie tant des solutions de sortie des 10 crises constitutives de la crise fractale que des acteurs impliqués. L'autonomie, comme l'enseigne Emmanuel Kant, est l'autre nom de la démocratie. Fonder cette dernière dans un univers en proie à un écheveau de crises composites, miroirs et interdépendantes revient à faire de l'autonomie le cœur de la recherche des solutions à ces crises, desdites solutions et des conditions de vie des différents acteurs impliqués dans un contexte précis.

Ce que les mesures impératives de libéralisation du champ politique ont eu de positif au Sahel comme contexte est d'avoir installé de vraies sociétés politiques où *Polemos* est le moteur d'un spectre conflictuel

¹⁷ Denis Retaillé, 2018, « Sahel, sahel », *L'information géographique*, vol.82, pp.34-81.

¹⁸ Ladjji Ouattara, « Nomades touaregs : frontières, trajectoires et adaptation dans un espace en crises », *Cahiers d'anthropologie sociale*, vol. 21, no. 2, 2023, pp. 135-149.

¹⁹ *Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des Etats du sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger*, Le 16 septembre 2023.

de trois imaginaires de l'Etat : république démocratique (défendue par des militaires et des civils quoiqu'utilisant des moyens différents pour accéder au pouvoir) ; république islamique (défendue par les djihadistes) ; nouvel Etat indépendant (défendu par les sécessionnistes). *Une démocratie fractale* serait celle capable de rendre possible une confrontation pacifique entre ces imaginaires conflictuels de l'Etat au Sahel via un apprivoisement de la violence que génère les 10 crises constitutives de la crise fractale.

De là, sortir de « la bonne gouvernance » des instances financières internationales pour une gouvernance réellement démocratique consiste à diffuser la recherche d'autonomie des acteurs et des solutions de sortie de crise dans les sociétés sahéniennes afin qu'elle prennent le pouvoir en tant que sociétés politiques à différents niveaux et que plusieurs instances sociales, plusieurs niveaux de décision de nature institutionnelle ou non-institutionnelle et plusieurs instances de débats (familles, communautés, mosquées, églises, écoles, marchés, sociétés civiles, chefferies...) puissent exercer le pouvoir en lieu et place de son exercice en surplomb par un Etat, une communauté internationale ou une économie toute puissante. Les pays du Sahel ont encore la chance d'avoir des Etats en construction et des marchés même embryonnaires qui ne réduisent pas encore drastiquement les espaces pour l'essor d'une démocratisation par le bas via les associations, des organisations et des pouvoirs locaux indépendants.

En conséquence, comprendre la logique de *la démocratie fractale* exige la sortie de l'approche du système comme entité autonome des autres systèmes comme le fait la sociologie de Niklas Luhmann dans les sociétés modernes complexes²⁰. En Afrique en général et au Sahel en particulier, les sociétés sont réticulaires, holistes et les systèmes fortement imbriqués les uns dans les autres telles des poupées russes : il y a une intrication entre les 10 crises évoquées (tout est lié) et une crise singulière est hologrammique en ce sens qu'elle se trouve en même temps dans plusieurs autres crises. Ce n'est donc pas l'incursion d'un système dans un autre qui induit la crise au Sahel comme le postule le systémisme luhmannien, mais l'erreur de penser que seule la réforme du champ politique se suffit à elle-même. Cela fait que *la démocratie fractale* se doit aussi d'être intriquée dans sa recherche d'autonomisation des solutions de sortie de crise et des acteurs impliqués.

Dans cette veine, les dernières prises de pouvoir par coup d'Etat peuvent être une conjoncture fondatrice d'une démocratie fractale dans la mesure où lesdits coups d'Etat se conçoivent par leurs auteurs comme une conquête de souveraineté et donc d'autonomie de leurs sociétés par rapport à un Occident responsable de la déstabilisation du Sahel via l'intervention de l'OTAN en Libye et l'échec des opérations occidentales de lutte contre le terrorisme depuis plus de dix ans. Les transitions politiques en cours deviendraient alors des révolutions démocratiques au sens de *constitutio libertatis*,

²⁰ Niklas Luhmann, 2022, *Droits de l'Homme et différenciation sociale. Une contribution à la sociologie politique*, Traduction et présentation par Lukas K. Sosoe, Laval, Les presses de l'Université de Laval.

c'est-à-dire un acte d'émancipation en tant que sociétés qui se donnent à elles-mêmes des institutions de liberté qui les constituent en états de liberté²¹. Cela pourrait faire de la démocratie²² fractale une décolonisation de la démocratie au Sahel pour enfin trouver le Sahel démocratique à travers la reconstruction de leur souveraineté, d'institutions solides et d'une gouvernance démocratique.

4. Conclusion : Quelles propositions faisons-nous ?

Bâtir une gouvernance démocratique peut se faire en posant les bases d'une nouvelle problématique, celle du *Sahel démocratique* en lieu et place de celle de la démocratie au Sahel. Cela exige à la fois un état des lieux de la transition démocratique au Sahel, une explication de cet état des lieux puis une nouvelle proposition de gouvernance démocratique.

Pour ce qui est de l'état des lieux, ce texte montre que le Sahel est un ensemble de sociétés en situation de *crise fractale* de laquelle on ne peut sortir qu'avec une méthodologie systémique afin de tenir compte du caractère intriqué et hologrammique du spectre de crises en question dans des sociétés holistes et réticulaires.

Une évaluation de la transition démocratique au Sahel montre un échec dans l'ensemble même si le Mali a, pu un moment, faire illusion comme modèle dans la transition démocratique dans cette région. Les causes de cet échec sont nombreuses : la grande inertie des *processus réels* (violence, coups d'Etat, omniprésence des militaires en politique, esclavage, djihad...) que l'approche formelle et libérale de la démocratie n'a pu infléchir ; l'absence d'impacts pertinents des réformes démocratiques formelles sur la pauvreté et les inégalités au Sahel ; la démocratie en kit ; la recomposition d'anciennes hégémonies politiques autour d'anciens partis uniques ; le libéralisme autoritaire des programmes d'ajustements structurels...

En conséquence, construire un Sahel démocratique semble pouvoir se faire à travers ce que nous appelons *une démocratie fractale, réelle et incarnée*. Celle-ci exige de partir par le bas (individus, associations, mosquées, Eglises, écoles, villages, communautés, pouvoir locaux...) afin qu'un ensemble d'acteurs indépendants et de la société civile puissent participer à la recherche de solutions autonomes, à leur mise en place et capables d'autonomiser les acteurs concernés. Cela ne peut se réaliser sans des réponses pertinentes sur les liens entre l'esclavage et la liberté, les islams en cohabitation et la liberté, le désert (lieu de vie, de carences multiples, de conflits et de confrontations pour l'accès aux ressources) et la liberté, le nomadisme et la liberté, le nomadisme et l'Etat, puis entre la confédération AES et coopération régionale.

²¹ Arendt Hannah, 1967, *On revolution (Trad.fr. (1963). Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard.

²² Thierry Amougou et Jérémie Piolat, 2020, « Des études du développement aux études postcoloniales et décoloniales. Comment renouveler la critique sociale à l'heure de la globalisation ? », in : *Une trajectoire décoloniale. Des Development studies aux postcolonial studies*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, pp.17-36.

Le caractère fractal de la crise exige que cette démocratie réelle et incarnée soit aussi fractale, c'est-à-dire qu'elle puisse avoir non seulement *l'autonomie* (des méthodes, des solutions et des acteurs) comme objectif central, mais aussi comme exigence de cohérence et d'efficacité l'effet miroir entre les solutions, les méthodes et les acteurs de chaque crise singulière et les solutions, les méthodes et les acteurs pertinents de la crise fractale, c'est-à-dire dans toutes ses interdépendances systémiques.

Dès lors les coups d'Etat du Sahel peuvent aider à reconstruire la souveraineté des Etats dans une conjoncture à considérer moins comme une sortie de la démocratie libérale que comme une conquête par les sociétés du Sahel de leur capacité à se donner à elles-mêmes des institutions de liberté au sens arendtien de ce terme, c'est-à-dire une révolution autonome.

Un Sahel démocratique implique donc une décolonisation de l'idée de démocratie et de gouvernance démocratique afin que naisse, de façon contextualisée, une forme de gouvernance démocratique enracinée dans les sociétés et faisant sens pour les acteurs concernés. Y arriver revient aussi à faire de la société civile un pilier important des solutions de sortie de la crise fractale. Car la guerre, quoiqu'un évènement tragique, peut participer de la consolidation des Etats au sens de Charles Tilly²³ et de sa fondation par la violence au sens girardien²⁴.

²³ Charles Tilly, 2000, « La guerre et la construction de l'Etat comme crise organisée », *Politix*, n°49, pp.97-117.

²⁴ René Girard, 1998, *La violence et le sacré*, Paris, Hachette.

Bibliographie

- Alain Antil, 2019, « Les évolutions paradoxales de la démocratie Mauritanienne », *Politique Etrangère*, pp.49-59.
- Amartya Sen, 2005, *La démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Paris, petite bibliothèque Payot.
- Arendt Hannah, 1967, *On revolution (Trad.fr. (1963). Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard.
- Charles Tilly, 2000, « La guerre et la construction de l'Etat comme crise organisée », *Politix*, n°49, pp.97-117.
- Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des Etats du sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger*, Le 16 septembre 2023.
- Denis Retaillé, 2018, « Sahel, sahel », *L'information géographique*, vol.82, pp.34-81.
- Elie Barnavi, 2009, *TOCQUEVILLE. De l'influence de la démocratie sur les mœurs des Américains*, Paris, André Versailles éditeur.
- Frédéric Cooper, 2015, *L'Afrique dans le monde. Capitalisme, empire, Etat-nation*, Paris, Petite bibliothèque Payot.
- Gilles Holder, 2013, « Mon pays S.A : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique », sciences Po, Centre de recherches internationales, CNRS.
- Jean-François Bayart, 2009, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », *Pouvoirs* n°129, Paris, Seuil, pp.27-44.
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, 2023, « Crise de la démocratie, crise sahéenne et coup d'Etat au Niger ; le grand gâchis », in : *L'enchevêtrement des crises au Sahel* (2023), op.cit. pp.185-189.
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, 2023, *L'enchevêtrement des crises du Sahel*, Paris, Karthala.
- Joseph Schumpeter, 1972, *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Minuit.
- Marielle Debos, 2013, *Le Métiers des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala.
- Niklas Luhmann, 2022, *Droits de l'Homme et différenciation sociale. Une contribution à la sociologie politique*, Traduction et présentation par Lukas K. Sosoe, Laval, Les presses de l'Université de Laval.
- On parle de consolidation démocratique lorsque lorsqu'un pays réussit à organiser deux élections présidentielles sans crise pré ou postélectorales.
- Pierre Rosanvallon, 2006, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- René Girard, 1998, *La violence et le sacré*, Paris, Hachette.
- Thierry Amougou et Jérémie Piolat, 2020, « Des études du développement aux études postcoloniales et décoloniales. Comment renouveler la critique sociale à l'heure de la globalisation ? », in : *Une trajectoire décoloniale. Des Development studies aux postcolonial studies*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, pp.17-36.
- Thierry Amougou, 2018, « Démocratie libérale postcommuniste, marché et développement à l'épreuve des processus réels et de leurs représentations en Afrique subsaharienne », *L'esprit du capitalisme ultime. Démocratie, marché et développement en mode kit (Occident/Afrique)*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, pp.105-123.
- Thierry Amougou, 2020, *Qu'est-ce que la raison développementaliste ?* Bruxelles, Academia/Harmattan.
- Thierry Amougou, 2023, « Coup d'Etatisme et étatisme du coup en Afrique : entrée ou sortie de la démocratie ? » *L'Afrique des Idées*. Voir *La crise climatique au Sahel* (humdata.org) consulté le 12/06/2024.
- Zekeria Ould Hamed Salim, 1999, « La démocratisation en Mauritanie. Une *illusio* postcoloniale ? », *Politique africaine*, pp.131-1

Missions

Thinking Africa est un think tank panafricain non partisan, créé dans le but de produire des savoirs innovants au sujet du devenir africain. Ces savoirs sont diffusés à travers les partages d'expériences, le renforcement des capacités, les plaidoyers et l'appui aux institutions publiques, privées et aux sociétés civiles (www.thinkingafrica.org).

L'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et sociopolitiques au Sahel de Thinking Africa constitue un cadre unique d'échange d'idées et d'expertises, un laboratoire de réflexion pluridisciplinaire sur les problématiques complexes qui déstabilisent le Sahel (www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/).

Objectifs

L'Observatoire du Sahel a vocation à créer des synergies de compétences pour entreprendre dans une approche holistique, des recherches pluridisciplinaires à toutes les échelles (internationale, régionale et locale). Il vise également à produire des études originales apportant une analyse novatrice sur les problématiques névralgiques du Sahel, offrant un regard local et formulant des recommandations concrètes basées sur des données récentes de terrains fournies par des acteurs locaux.

Une note produite dans le cadre d'un partenariat avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Depuis 2014, Thinking Africa collabore avec l'OIF. La présente collaboration porte sur la réalisation de notes d'analyse politique, par l'Observatoire du Sahel de Thinking Africa, à propos des enjeux géopolitiques, stratégiques et sécuritaires liés à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement durable au Sahel.

« Avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ».

« Les propos énoncés dans la présente publication ne sauraient en rien engager la responsabilité de l'OIF, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation ».

Contacts

Email: contact@thinkingafrica.org

Web: www.thinkingafrica.org